(N° 92.)

Chambre des Représentants.

SESSION 1841 — 1842.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 1.

M. DE MAN D'ATTENRODE, 1^{er} rapporteur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.	
1.	384.	Par pétition du 16 mars 1841, Le sieur Deaynsa, ex-directeur de l'hôpital militaire de Malines, demande que la Chambre lui fasse obtenir un nouvel emploi ou lui donne la solde de non-activité du grade auquel il est assimilé. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
2.	332.	Par pétition du 1 ^{er} mars 1841, La dame veuve De Poorter, veuve du sieur de Poorter, maréchal-des-logis de gendarmerie, restée sans ressources avec 8 enfants, demande un secours ou une pension. — Concl. — Ordre du jour.
3.	393.	Par pétition du 14 mars 1841, Le milicien Braun, atteint de cécité, infirmité contractée au service, se plaint d'avoir été congédié par M. le ministre de la guerre avec une simple gratification de 120 francs. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
4.	392.	Par pétition du 25 mars 1841, Le sieur J.-J. Moreau, fourrier dans la 2 ^e légion de la garde civique de Bruxelles, blessé à Louvain en activité de service, et souffrant toujours de sa blessure, demande une pension à laquelle il prétend avoir droit en vertu de l'art. 50 de la loi sur la garde civique. — Concl. — Ordre du jour.

Numéros du feuilleton	Numéros du livre des pétitions.	
5.	420.	Par pétition du 28 mars 1841, Le sieur Sébastien Struelens, milicien pensionné des Pays-Bas, ayant servi depuis 1804 jusqu'en 1827, demande de jouir de l'augmentation de pension accordée par la loi du 24 mai 1838. — Concl. — Ordre du jour.
6.	367.	Par pétition du 7 mars 1841, Le sieur Maréchal, avoué, demande une pension ou une place pour l'indemniser des pertes qu'il prétend avoir essuyées par la suppression du tribunal de St-Hubert. — Concl. — Ordre du jour.
7.	40.	Par pétition du 4 novembre 1841, Le sieur H.-J. Descordes, à Bruxelles, demande que le nombre des députés par province soit mis en rapport avec la population de chaque province. — Concl. — Ordre du jour.
8.	38.	Le sieur Deroubaix, ci-devant maréchaussée à Ninove, réclame le paiement de la part qui lui revient dans les fourrages enlevés en octobre 1830, pour être transportés à Bruxelles. — Concl. — Renvoi à la commission des finances.
9.	41.	Par pétition du 28 octobre 1841, Le sieur Jean-Martin Piret, bourgmestre de Mazée, réclame le paiement d'une somme de fr. 32,832-08, qu'il prétend lui être due par cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
10.	33.	Par pétition du 11 novembre 1841, La députation permanente du conseil provincial du Hainaut demande que la Chambre adopte une loi qui règle tout ce qui est relatif à l'emploi des langues. — Renvoi au bureau des renseignements.
11.	23.	Par pétition du 12 novembre 1841, Le sieur Joseph Parent, détenu aux Petits-Carmes, prétend que son arrestation est illégale, et réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir son élargissement. — Concl. — Ordre du jour.
12.	58.	Par pétition du 20 novembre 1841, Des propriétaires d'usines de Châtelineau demandent que la Chambre introduise dans la loi sur l'impôt des barrières une disposition qui affranchisse du droit les transports des produits de leurs usines, comme le transport des objets nécessaires au travail de ces usines.

M. PEETERS, 2^e rapporteur.

13.	59.	Par pétition sans date, Les conseils communaux de Bruly, Cul-des-Sarts et Petite-Chapelle (province de Namur), proposent des modifications à la loi

de 1822 sur la contribution personnelle. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

14. 174. Par pétition du 19 décembre 1840,
L'administration communale d'Assche demande la révision du revenu cadastral des propriétés bâties de cette commune, par suite des pertes qu'elle a essuyées par l'établissement du chemin de fer et la construction de différentes routes pavées. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
15. 383. Par différentes pétitions du mois de mars 1841,
Les administrations communales de Peligny, Pesches, Dailly, Nismes, Mariembourg, Fagnerolles et Frasnes, demandent l'abrogation de la loi du 28 juin 1822, relative à la contribution personnelle, et son remplacement par une autre loi dont les cotisations seraient calculées sur le revenu net de toutes les propriétés bâties. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.
16. 214. Par pétition du 1^{er} janvier 1841,
Des habitants de Ploegsteert demandent que la Chambre accueille favorablement le projet de séparation de ce hameau, de la commune de Warneton, qui sera présenté par le gouvernement. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
17. 148. Par pétition du 5 décembre 1840,
L'administration communale de Huisy adresse des observations sur le projet de nouvelle délimitation entre Stimbert et Huisy. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
18. 54. Par pétition du 8 novembre 1841,
Les habitants notables de la commune de Torgny, canton de Virton, demandent la séparation de la commune de Torgny de la mairie de Lamorteau, et son érection en commune distincte. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
19. 53. Par pétition sans date,
Les habitants et propriétaires de St-Léonard, dépendance de la commune de Brecht, demandent que ce hameau soit séparé de cette commune pour former une commune indépendante, de ce nom. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
20. 377. Par trois pétitions des 16, 18 et 21 mars 1841.
Des négociants et boutiquiers de Floinnes, Theux et Couvin, renouvellent leurs plaintes contre le colportage. — Concl. — Renvoi à la commission chargée de l'examen du projet de loi présenté sur la matière.
21. 339. Par pétition du 3 mars 1841.
Le sieur Pierre Mersch, teinturier à Virton, réclame contre une décision de la députation permanente du conseil provincial qui astreint un de ses fils au service militaire. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

22. 348. Par pétition du 8 mars 1841,

Le sieur L. Catteau, milicien de la classe de 1841, se plaint d'une prétendue erreur existant dans la loi du 8 janvier 1817 sur la milice, dont il est victime. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

M. ZOUDE, 3^e rapporteur.

23. 90. Par pétition du 3 décembre 1840,

Le sieur Du Faux, fils, saunier, à Waereghem, adresse des observations sur les modifications proposées sur l'accise du sel. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

24. 133. Par pétition du 11 décembre 1840,

Le sieur A. Missiaen, saunier, à Gand, propose des modifications à la loi sur le sel. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

25. 122. Par pétition du 8 décembre 1840,

Le sieur Hoornaert, à Waereghem, propose des modifications à la loi sur le sel. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

26. 70. Par pétition du 28 novembre 1840,

Le sieur Willems, saunier, à Desselghem, adresse des observations sur la loi de 1822 sur les sels. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

27. 118. Par pétition du 7 décembre 1840,

Le sieur Hoornaert, saunier, à Courtrai, propose des modifications à la loi sur le sel. — Concl. — Renvoi à M. le ministre des finances.

28. 195. Par pétition sans date,

Un grand nombre de filateurs de coton des arrondissements de Mons et de Nivelles sollicitent de la législature des mesures de protection, afin de leur assurer la vente dans l'intérieur du pays par compensation aux différents débouchés que leur industrie a perdus en 1830. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

29. 163. Par pétition du 1^{er} janvier 1837,

Des médecins et chirurgiens de la province du Limbourg demandent une loi qui défende aux officiers de santé militaires la pratique au civil. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

30. 119. Par pétition sans date,

Un grand nombre de pharmaciens de la province de Liège demandent que l'art. 11 de la loi du 11 mars 1818, soit abrogé et qu'il soit défendu aux médecins du plat pays de fournir des drogues. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

Numéros du feuilleton.	Numéros du livre des pétitions.	
31.	362.	Par pétition du 28 décembre 1837, Plusieurs pharmaciens de la province de Luxembourg demandent l'abrogation de la disposition de la loi du 12 mars 1818, qui autorise les médecins de campagne et des villes du plat pays à fournir des médicaments à leurs malades. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
32.	246.	Par pétition sans date, Trois pharmaciens du Limbourg demandent l'abrogation de la loi du 31 mai 1818, qui permet aux médecins et aux officiers de santé du plat pays de vendre leurs médicaments. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
33.	417.	Par pétition du 16 mars 1840, Le sieur Manche, ex-capitaine de volontaires et de garde civique mobilisée, demande une indemnité. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.
34	263.	Par pétition sans date, Des tanneurs du Hainaut demandent une augmentation du droit de sortie sur les cuirs et peaux de veau frais ou salés, et qu'elle soit de 6 p. % sur la valeur des peaux séchées en poils. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.
35.	109.	Par pétition du 30 novembre 1840, Des marchands de bois, constructeurs de navires, armateurs, etc., demandent que le bois de chêne, propre à la construction civile et navale, venant du Rhin, soit assimilé, quant au droit, aux bois venant de la Norwége, et que le droit actuel de fr. 6 soit réduit à 0,60 centimes le tonneau de mer. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
36.	216.	Par pétition du 6 janvier 1841, Deux fabricants de fil de lin à coudre exposent la décadence de leur industrie et demandent un droit protecteur contre la sortie du lin et un droit élevé sur les fils retors à l'entrée. — Concl. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.